

Position des chefs d'établissement de la scolarité obligatoire de la Suisse romande et du Tessin, au sujet des décisions COVID

Situation en janvier 2021

La CLACESO a procédé à une évaluation auprès des membres de son comité représentant les huit cantons latins. Cette vue d'ensemble permet de donner une indication sur les concepts mis en place dans les écoles obligatoires en lien avec la protection contre le Coronavirus. Sur l'ensemble des cantons, les procédures mises en place permettent de répondre efficacement et rapidement aux éventuels foyers infectieux. Nous constatons en général que moins d'enfants sont absents durant ce début d'année 2021 par rapport à janvier 2020.

Voici en résumé la position de la CLACESO concernant des mesures proposées à l'école de 1 à 11H

La CLACESO est contre le port du masque par les enfants en bas âges. Nous estimons que cette mesure poserait certainement plus de problèmes qu'elle en résoudrait. Pour les 8H, la situation serait à évaluer selon les organisations des établissements et le nombre de cas recensés. La situation actuelle ne montre aucunement des signes d'infections entre enfants des cycles scolaires 1 et 2. La position des directions peut étayer les relevés des scientifiques qui démontrent que les enfants ne sont pas vecteurs du virus.

La CLACESO est contre la fermeture des écoles obligatoires dans la situation actuelle. Nous constatons que le premier confinement a mis beaucoup d'élèves dans des positions délicates de ruptures scolaires et de perte de rythme d'apprentissage. Durant la deuxième vague d'automne, les absences du personnel ont été très bien gérées par les directions d'école et l'organisation a pu continuer de fonctionner sans encombre.

La CLACESO est pour une concertation entre les cantons afin d'avoir une même politique vis-à-vis des mesures prises sur les systèmes scolaires et éviter ainsi des décisions qui risquent de creuser les écarts intercantonaux.

La CLACESO se rallie donc à la position de la VSLCH (Chefs d'établissement Suisse allemand) et demande de ne pas fermer les écoles obligatoires. Nous sommes d'avis que les mesures actuelles de télétravail imposées par la Conseil fédéral sont plus efficaces. Il ne faut pas que les enfants soient instrumentalisés pour diminuer la mobilité en général. Il va de soi qu'au vu de l'arrivée de nouveaux variants du virus, ce sont ces éléments qui détermineront la suite des décisions.

Pour plus d'informations :

Gérard AYMON, Président de la conférence latine des chefs d'établissement de la scolarité obligatoire, gerard.aymon@edu.vs.ch, 079/733.32.51